

## ALPHA CONDE : LA FIN

*Par Dr. Steve Tametong et Francis Tazoacha*

AVRIL 2022

Article / ©Nkafu Policy Institute



Tragique destin d'un opposant devenu président ! Ainsi pourrait s'intituler la dramaturgie du putsch militaire perpétré en Guinée Conakry le dimanche 05 avril 2021 contre le président Alpha Condé. C'est le troisième coup de force militaire que connaît ce pays depuis son accession à l'indépendance en 1958 après celui du General Lansana Conte en 1984 et celui du capitaine Moussa Dadis Camara en 2008. La nuit du samedi 04 avril semblait pourtant paisible. C'est à cet instant, cependant,

que se jouait l'avenir politique du président Alpha Condé. L'écho strident des tirs à l'arme lourde entendus dans le quartier présidentiel de Sékhoutouréya au réveil du dimanche 05 avril n'a laissé planer aucun doute : un coup d'état militaire est en cours contre Alpha Condé. Les images de ce dernier, d'abord reclus à l'arrière d'un pick up militaire, puis assis dans un fauteuil, la chemise entrouverte, le regard hagard, entouré d'hommes cagoulés en treillis et lourdement armés vont définitivement convaincre les plus sceptiques : c'est l'épilogue de l'ère Condé.

### **Le « Nelson Mandela » de l'Afrique de l'Ouest**

L'arrivée au pouvoir en 2010 de celui que l'on surnommait le « Nelson Mandela » de l'Afrique de l'Ouest raviva l'espoir d'un renouveau démocratique en Guinée après plusieurs décennies de dictature. Opposant de longue date, tribun hors pair, premier président démocratiquement élu de la Guinée, Alpha Condé a bâti sa notoriété grâce à ses discours enflammés à tendance panafricaniste et une diatribe contre les régimes autocratiques en Afrique. Auréolé de son titre de professeur de droit, il se faisait le chantre d'une nouvelle ère démocratique et d'une prospérité inégalée en Guinée. C'est peu de dire aujourd'hui que le bilan de la présidence Condé à la tête de la Guinée ne



fut pas reluisant<sup>1</sup>. Tout comme le coup d'état perpétré par le colonel Mamady Doumbouya ne fut pas aussi une très grande surprise<sup>2</sup>. Trois indicateurs permettaient de l'entrevoir. La modification contestée de la Constitution en 2020 en vue de s'arroger un « troisième mandat » est le premier indicateur. Obnubilé sans doute par les charmes d'une présidence à vie, nouvelle tendance despotique dans certains pays du continent africain<sup>3</sup>, Alpha Condé avait réalisé un passage en force constitutionnel attentatoire aux aspirations démocratiques du peuple guinéen. Le deuxième indicateur, corollaire du premier, est le climat sociopolitique délétère exacerbé par une crise économique sévère due à la pandémie du coronavirus. L'emprisonnement dans des conditions illégales des membres du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC)<sup>4</sup> a profondément altéré l'atmosphère politique en Guinée. Le troisième indicateur est la rupture brutale de la saison des amours entre le président Alpha Condé et le Colonel Mamady Doumbouya. Déniché par le président et élevé au commandement du Groupement des forces spéciales (GFS), corps d'élite de l'armée guinéenne créé en 2018, le Colonel Mamady Doumbouya n'a pas tardé à conjuger la relation qui l'unissait à son mentor.

## L'armée en arbitre

Au-delà de la vague d'indignation et de condamnation par les organisations internationales (ONU, UA, CEDEAO) du coup de force de la junte militaire, il faut dire que la déchéance du président Alpha Condé a suscité une extase inouïe dans les rues de Conakry<sup>5</sup>. Pris dans l'étau du pouvoir d'un homme devenu au fil du temps autoritaire, voire totalitaire, l'armée s'imposait inéluctablement comme le dernier rempart pour le peuple guinéen aspirant à la liberté. Certes, le coup d'État militaire demeure une modalité contestable de prise de pouvoir en Afrique. Mais qu'advient-il lorsque le peuple, dépositaire de la réelle et entière souveraineté, semble pris en otage par un homme rasséréné dans sa dérive dictatoriale par une armée acquise à sa cause et prête à mâter toute protestation ? Comment le peuple guinéen aurait-il été restauré dans sa dignité souveraine face à la crise de légitimité consécutive à la modification de la Constitution par Alpha Condé ? Si l'on semble s'émouvoir, de toute part devant les coups d'états militaires en Afrique, quid des coups d'états civils visant à établir un « gouvernement perpétuel » par la levée du verrou du mandat présidentiel ? La Communauté internationale s'en émeut-elle ? En réalité, il faut le dire sans

ambages: la tragédie démocratique guinéenne sous l'ère Condé n'aurait jamais connu une issue si l'armée n'était pas intervenue pour y mettre un terme. Il est fort à penser aujourd'hui que face à l'embrigadement des peuples et la caporalisation du pouvoir politique par un homme – soit disant « providentiel », l'armée républicaine à l'impérieux devoir de s'imposer pour restaurer le peuple dans sa pleine souveraineté.

## Vers une transition démocratique ?

Le spectre du remplacement d'une dictature civile par une dictature militaire encore plus féroce n'est jamais bien loin lorsqu'on évoque un coup d'état ayant porté les hommes en treillis au pouvoir. C'est la raison pour laquelle il semble très tôt venu pour adouber sans réserve la junte militaire au pouvoir en Guinée et signé un chèque en blanc au Colonel Mamady Doubouya dans la restauration des principes et valeurs démocratiques en Guinée. En réalité, le souvenir atroce des affres de la gestion du pouvoir par les junte militaires en Guinée demeure encore vivace. Il est donc à espérer que s'ouvre une transition démocratique qui associera tous les acteurs de la scène politique guinéenne indépendamment de leur appartenance ethnique et que cette période transitoire débouche sur la mise en place rapide d'un gouvernement civil. En outre, la Communauté internationale doit s'abstenir de jouer les trouble-fête dans ce processus au nom de la protection intérêts et avantages divers concédés

sous le régime précédent d'Alpha Condé. Mais de manière restrictive, il appartient au peuple de Guinée de faire montre de maturité et de poser ensemble les jalons d'un avenir commun à tous les guinéens. L'on ne saurait préjuger pour l'heure des intentions du colonel Doumbouya. S'il lui arriverait, cependant, l'idée de présider au destin de la nation guinéenne pour restaurer la démocratie et la bonne gouvernance, il lui sera loisible de prendre en modèle l'ex président du Ghana, Jerry Rawlings, et de troquer le treillis pour le costume<sup>6</sup>. Dans le cas contraire, il pourra regagner les casernes militaires après avoir cédé le pouvoir à un gouvernement civil. Ainsi rentrera-t-il dans l'histoire en conjurant l'idée selon laquelle l'Afrique est condamnée à l'infamie démocratique.



Dr. Steve Tametong  
Directeur adjoint, Gouvernance et Démocratie  
Nkafu Policy Institute  
Denis & Lenora Foretia Foundation



Francis Tazoacha  
Directeur - Paix et sécurité  
Nkafu Policy Institute  
Denis & Lenora Foretia Foundation

Mise en page **FRU GLEN**